Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal (1900-1946).

Paris, Karthala (« Hommes et Sociétés »), 2009, 338 p., bibl.

Odile Goerg

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17763>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.17763

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Odile Goerg, « Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal (1900-1946). », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 213-214 | 2014, mis en ligne le 27 juin 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17763> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.17763>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal (1900-1946).

Paris, Karthala (« Hommes et Sociétés »), 2009, 338 p., bibl.

Odile Goerg

RODET, Marie. — *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal (1900-1946)*. Paris, Karthala (« Hommes et Sociétés »), 2009, 338 p., bibl.

- 1 Depuis quelques années, les migrations qui étaient généralement analysées sous l'angle des mouvements d'hommes font l'objet d'études englobant les femmes ou la perspective de genre. Les hommes, considérés comme chefs de famille ou cadets délégués par le groupe, ne sont plus les seuls à attirer le regard des sociologues, historiens ou anthropologues, d'autant que cette vision est en elle-même réductrice. C'est dans cette nouvelle historiographie que s'inscrit résolument le livre de Marie Rodet²⁴. Elle souligne d'ailleurs la façon dont les chercheurs auraient perpétué les stéréotypes créés par l'administration coloniale : aux femmes passives, « abandonnées » dans les villages, gages du contrôle sur les hommes, confinées à la subsistance, s'opposeraient les hommes actifs, migrants, à la recherche de travail. Ce revirement épistémologique permet d'aborder autrement des éléments autrefois minorés, ou plutôt ignorés, ainsi que le qualifie le titre, dans l'étude des changements sociaux. Ceux-ci combinent trajets migratoires, en l'occurrence internes à l'Afrique et prenant la forme de départ de villages vers les espaces urbains ou des terroirs agricoles plus rentables, de mouvements d'émancipation de l'esclavage et de stratégies de mobilité féminines.
- 2 Le contexte d'observation est ancré dans un temps et un espace : le Haut-Sénégal, qui n'était pas jusqu'alors considéré comme un lieu d'exode important, est ici de nouveau étudié, en intégrant d'autres paramètres et des sources novatrices, au cœur de la période coloniale (1900-1946). Le Haut-Sénégal aurait concentré 30 à 40 % d'esclaves,

voire plus, pour la plupart récents, à la fin du XIX^e s. (p. 50). La période s'ouvre par la décision, prise en 1905, d'interdire la traite et l'aliénation de la liberté d'autrui, suivie en 1906 d'une forte incitation à ne plus reconnaître le statut d'esclaves ; le vocabulaire euphémique de la domesticité est alors employé. Toutefois, selon les lieux et la personnalité des acteurs, autant Africains qu'Européens, l'application fut quelque peu repoussée, voire freinée, et la loi diversement adaptée. L'objet du livre n'est toutefois pas une étude de l'impact du décret de 1905 mais bien celle des mouvements de populations qu'il a, en partie, rendu possible. L'étude montre aussi la prépondérance des femmes dans ces premiers départs. Il s'agit donc de saisir la façon dont les individus s'en emparent dans un contexte politique (colonisation), social (rapports familiaux, de genre) et écologique (péjoration de l'environnement, famines) donné.

- 3 Une introduction dense (pp. 15-44) expose de manière précise les paradigmes utilisés et les contraintes méthodologiques. Marie Rodet refuse clairement — et y revient souvent dans le corps du texte — toutes les formes de raisonnement dichotomique qui traversent les recherches historiques : migrations de travail/autres mouvements ; hommes/femmes ; passif (victime)/actif (*agency*) ; sphère domestique/sphère publique... Sa recherche se situe sous le signe de la complexité, de la prise en compte des motivations multiples et simultanées des actions individuelles, des contradictions constantes... On conteste l'ordre colonial mais on l'instrumentalise et on s'y adapte diversement. Souhaitant réécrire l'histoire des gens en mouvement, l'auteure veut dépasser les dichotomies en réévaluant les notions mêmes de migration et de travail. C'est ce qui fait l'intérêt de l'étude qui englobe histoire totale des migrations, histoire du travail, des contraintes économiques et des cultures de rente, histoire des mutations des relations matrimoniales et familiales... Elle emploie le terme de « migration » dans un sens large (p. 17), intégrant, par exemple, les déplacements que font les femmes, à plus ou moins grande distance, dans le cadre des mariages virilocaux. L'étude des mouvements montre bien que les frontières sont très floues entre temporaires et définitifs, prévus et improvisés, individuels et familiaux... La mise au point historiographique est extrêmement claire et montre à la fois comment Marie Rodet s'appuie sur les études précédentes et s'en distingue résolument. Ainsi, par exemple, elle souligne les apports des travaux précurseurs de François Manchuelle²⁵ tout en refusant sa vision restrictive de la définition de migrations de travail qui l'empêche d'insérer les femmes dans l'analyse proposée.
- 4 Pour son étude, Marie Rodet mobilise des sources variées, qu'elle doit débusquer mais aussi, très concrètement, dépoussiérer et classer, notamment au niveau local, et surtout décrypter en fonction de sa problématique et de sa volonté de décentrer (démasculiniser ?) le regard. La recherche repose de fait sur une documentation très solide d'archives, des fonds nationaux (Mali), fédéraux (AOF) ou ministériels (CAOM) afin de retrouver divers documents concernant notamment le cercle de Kayes. Il faut en effet dépasser le discours administratif qui feint d'ignorer les femmes ou qui ne les aborde que sous l'angle de leur dépendance. La mise au point sur les sources est un modèle du genre (p. 31 sq.). Très concrètement, la chercheuse souligne que les premiers administrateurs n'avaient que fort peu de contacts directs avec des femmes et procédaient donc par construction théorique, voire fantasme (pp. 129-131). Elle parle alors « d'écran androcentriste colonial » (p. 161). Les archives judiciaires sont particulièrement instructives pour suivre les relations entre changement de statut marital, mouvement spatial et mobilité sociale²⁶. Abondance des sources donc, mais

certaines limites ne peuvent être contrées : ainsi les statistiques sont trop rarement genrées ; les dossiers de justice souvent incomplets.

- 5 À cela s'ajoutent des enquêtes réalisées soit dans les villages et zones de départ (Kidira), soit auprès de communautés ayant gardé le souvenir de l'identité captive ou de l'exode à Bamako et Dakar.
- 6 Des annexes enrichissent l'ouvrage, notamment des mises au point utiles (bilan des réflexions aboutissant à la mesure législative de 1905 ; réflexion méthodologique et factuelle sur l'esclavage). Une bibliographie abondante, réactualisée par rapport à la thèse, ainsi qu'un index complet (thèmes, noms de lieux et de personnes) complètent cette publication.
- 7 La démonstration est organisée en trois parties, aux titres et sous-titres explicites, centrées chacune sur une thématique précise.
- 8 La première partie (pp. 47-121) « Exodes et migrations » reprend la narration des migrations en y introduisant le genre et le lien avec le décret de 1905. Si on utilise ce prisme, on constate aisément que les femmes surent se saisir de l'opportunité ouverte par le décret pour fuir une situation personnelle (souvent matrimoniale) difficile et mettre en jeu des stratégies pour améliorer leur quotidien. Ceci impliquait le plus souvent le départ de la campagne vers Kayes, pôle administratif et commercial, escale ferroviaire. Cette ville n'était bien souvent qu'une première étape pour un déplacement plus lointain qui s'opérait de manières très variées tant par l'échelle (individu, groupe, couple) que la durée (temporaire, définitif). Les femmes étudiées sont en effet souvent englobées dans des mouvements plus larges. Marie Rodet remet ainsi en question l'image classique du navétanat (pendulaire, masculin, temporaire, récent *i.e.* datant des années 1920) pour montrer à la fois son existence ancienne et la présence de femmes dans une optique de reproduction de la division genrée du travail agricole. Les déplacements de population entraînent un élargissement spatial, allant du Haut-Sénégal lui-même vers les zones côtières, c'est-à-dire les territoires « utiles ».
- 9 La deuxième partie (pp. 123-189) « Migrations et stratégies familiales » aborde des destins singuliers confrontés à des politiques générales. La question est la suivante : « Dans quelle mesure les questions familiales interviennent sur les mobilités féminines et comment les femmes participent à l'élaboration des stratégies migratoires familiales » (p. 125). Tirant profit d'une lecture minutieuse et critique des sources judiciaires, M. Rodet propose des pistes d'interprétation à partir de cas particuliers. Les divorces sont fréquents, suivis de remariages, souvent synonymes pour les femmes de mobilité sociale. Les « visites à la famille » peuvent motiver des mobilités qui perdurent de fait. Les femmes jouent entre le recours à l'appui de l'administration et les règles de leur société, selon les circonstances et les moments. Ainsi les réseaux familiaux, notamment transcoloniaux (entre la Guinée et le Soudan par exemple) sont activés dans le contexte migratoire ou en cas de veuvage. M. Rodet constate, comme d'autres chercheurs, le durcissement de l'attitude des administrateurs à partir des années 1910. Ceux-ci cherchent avant tout à garantir la stabilité des populations et le paiement des impôts, ce qui se traduit par un renforcement de l'autorité des hommes. Les coutumiers, alors rédigés, sont un des outils de ce contrôle mais n'empêche pas la poursuite de formes de mobilité féminine.
- 10 La troisième partie (pp. 193-262) « Migrations et contrôle colonial » suppose un autre changement de perspective : elle étudie les politiques de la main-d'œuvre, telle que la définit la colonisation, à savoir masculine, et des stratégies de contrôle mises en place,

pour la canaliser ou la contraindre. N'étant pas visées directement du fait de l'acception très restrictive de « travail », les femmes s'avèrent par contre-coup souvent « invisibles », mais bénéficient d'une marge de manœuvre plus large. L'analyse ne souhaite pas se situer au niveau du discours mais bien des pratiques et notamment des défaillances du système. L'analyse de M. Rodet éclaire des éléments fondamentaux de l'économie coloniale mais souvent effacés car ne cadrant pas avec l'idéologie coloniale, notamment le rôle des femmes dans les chantiers (on parle alors d'« accompagnatrices ») ou les plantations (ici sur l'exemple de la SACD dans le cercle de Kayes). Elle montre également la part prise par les femmes dans le contexte urbain, dans certains mouvements saisonniers de main-d'œuvre ou dans l'orpaillage. Bref, les femmes sont partout, de gré ou de force, cherchant à répondre à leurs besoins ou à ceux de leur famille.

- 11 Au final, Marie Rodet présente une analyse maîtrisée, étayée par une documentation fouillée et constamment appuyée sur des développements théoriques. Elle situe son étude par rapport aux travaux antérieurs, qu'elle infirme bien souvent, conforte parfois. De fait, elle renouvelle la question migratoire et permet d'aborder les stratégies spécifiques des femmes sous un angle novateur : ni uniquement victimes et dominées, ni « émancipées » selon la logique occidentale mais à la recherche de solutions de vie meilleures aux paramètres changeants (statut du mari, lieu d'installation, devenir en cas de veuvage, opportunités de travail). Une belle étude de stratégies de vie, de dynamiques à l'œuvre dans les sociétés colonisées conditionnées par des facteurs liés à la domination coloniale certes, mais aussi à l'environnement familial et social ou aux aléas pluviométriques.
- 12 Ce livre est un appel à prolonger l'analyse genrée des mouvements de population au-delà de 1946 lorsque le contrôle sur les populations s'affaiblit, que la culture de l'arachide s'étend le long de la voie ferrée entre Kayes et Bamako (inversant certains flux) et que s'élargit la zone d'appel migratoire (plantations de Côte-d'Ivoire notamment). Cela permettrait de faire le lien avec les études contemporaines, mettant en évidence l'importance accrue, et désormais bien visible parce qu'étudiée, des femmes dans les migrations internationales.

NOTES

24. Élaboré à partir d'une thèse soutenue à l'Université de Vienne en 2006, sous la direction de Walter Schicho et de Catherine Coquery-Vidrovitch.

25. F. MANCHUELLE, *Willing Migrants. Soninke Labor Diasporas, 1848-1960*, Athens, Ohio University Press, 1997.

26. Voir le numéro spécial des *Cahiers d'Études africaines*, coordonné par C. Coquery-Vidrovitch « Les femmes, le droit et la justice », XLVII (3-4), 187-188, 2007, auquel M. Rodet a participé.